

**ARRETE n° 197/2024**

**Modification de la circulation et du stationnement sur la rue Maxime Payet (RN2)**  
Intervention sur le réseau d'Eau potable

**Le Maire de la Commune de Petite-Île,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le Code pénal,

**Vu** le Code de la route,

**Vu** le Code de la voirie routière,

**Vu** le Code général de la propriété des personnes publiques,

**Vu** l'arrêté du 06 novembre 2011 modifiant l'arrêté du 02 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,

**Vu** l'instruction interministérielle du 13 août 1977 sur la signalisation routière modifiée par les textes subséquents,

**Vu** l'arrêté municipal n° 255/2018 du 12 octobre 2018 instituant les limites des agglomérations à l'intérieur de la Commune de Petite-Île,

**Vu** la demande de l'entreprise SORETRA datée du 22 avril 2024, pour des travaux d'intervention sur le réseau d'eau potable, sur la rue Maxime Payet, à proximité de sa liaison avec le chemin Jules Vienne,

**Considérant** l'avis favorable de la Direction Régionale des Routes,

**Considérant** qu'il convient d'assurer la sécurité des usagers,

**ARRETE :**

**Art. 1<sup>er</sup>.** – A compter du 21 mai 2024 et ce jusqu'à la fin des travaux, sur la rue Maxime Payet (RN2), à proximité de sa liaison avec le chemin Jules Vienne, les dispositions suivantes s'appliquent :

- **TRAVAUX DE NUIT, de 20h00 à 05h00 :**
  - Circulation alternée
  - Vitesse limitée à 30 Km/h
  - Stationnement interdit autour de la zone des travaux

**Art. 2.** – La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise responsable des travaux.

**Art. 3.** - Les infractions au présent arrêté donneront lieu à l'établissement de procès-verbaux de constatation et seront poursuivies conformément aux lois et règlements en vigueur.

**Art. 4.** - Messieurs le Directeur général des services, le Commandant de Brigade de gendarmerie, le Responsable de la Police municipale, Madame la Responsable des Services Techniques, l'entreprise Sorétra sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.



PETITE-ÎLE, le 21 Mai 2024  
Le Maire,

Serge Hoareau

Affiché le : 21 Mai 2024  
Mis sur le site Internet de la Commune  
Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion dans le délai de 2 mois, à compter de sa publication et/ou de sa notification.